



SEANCE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE 20 OCTOBRE 2022

Décision N° 2022-090-DB

Le vingt octobre deux mille vingt-deux à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le treize octobre deux mille vingt-deux.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE (de 076 à 078), Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Eric MOUSSERION, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE (à partir de 078), Béatrice BERTRAND (à partir de 077), Pierre-Yves DOUET (à partir de 086), Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU (à partir de 082), Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Marc BONNIN, Sophie METAYER, Sandrine LION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Gilles ROUSSILLAT, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Eric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Sylvie BEILLARD

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Marc BONNIN, à Jackie GOULET, Sandrine LION à Jean-François MIGLIERINA, Eric TOURON à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Sylvie PRISSET, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle ISABELLON

Secrétaire de séance : Rodolphe MIRANDE

	DB 076	DB 077	DB 078	DB 079 à 081	DB 082 à 085	DB 086 à 093
Effectif statutaire	52	52	52	52	52	52
Membres en exercice	51	51	51	51	51	51
Quorum	27	27	27	27	27	27
Présents	31	32	33	32	33	34
Absents - Excusés	20	19	18	19	18	17
Pouvoirs	6	6	6	6	6	6
Votants	37	38	39	38	39	40

CONTRAT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES D3E COLLECTES DANS LE CADRE DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DECHETS ET A LA PARTICIPATION FINANCIERE AUX ACTIONS DE PREVENTION, COMMUNICATION ET SECURISATION

Conformément au principe « pollueur-payeur », le décret du 20 juillet 2005 impose aux producteurs de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E), la prise en charge de leur collecte et de leur traitement, et ce, depuis le 15 novembre 2006.

Jusqu'alors, l'organisation de la prise en charge des D3E sur le territoire de la Communauté d'agglomération s'articulait autour d'un contrat avec OCAD3E (éco-organisme coordonnateur) qui organisait la gestion des D3E avec les éco-organismes opérationnels (Ecosystem et Ecologic).

L'agrément d'OCAD3E ayant été renouvelé par arrêté en date du 15 juin 2022, il y a lieu de recontractualiser à compter du 1^{er} juillet 2022, selon les nouvelles modalités définies par les cahiers des charges des agréments.

La collectivité conserve, en l'état, le même éco-organisme référent qu'avant le 1^{er} juillet 2022, à savoir Ecosystem, pour la période d'agrément courant du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2027.

Le nouveau contrat est signé avec Ecosystem. Il a pour objet de régir les relations juridiques, techniques et financières entre, d'une part, la collectivité et, d'autre part, son éco-organisme référent. Ce dernier est chargé de la gestion opérationnelle de la collecte et du traitement des D3E.

L'éco-organisme coordonnateur, OCAD3E, n'assure désormais des missions de coordination qu'à l'égard des deux éco-organismes de la filière (Ecosystem et Ecologic). En conséquence, ce n'est plus OCAD3E qui versera aux collectivités les différentes compensations qui peuvent leur revenir au titre de la collecte des D3E et des actions de prévention, communication et sécurisation des collectivités, mais l'éco-organisme référent.

Les modifications apportées par le nouveau contrat sont les suivantes :

- Prise en charge, par l'éco-organisme référent, des coûts des opérations de collecte des D3E ménagers usagés collectés dans les zones de dépôts destinées aux produits pouvant être réemployés (zones de réemploi) ;
- Evolution des montants des forfaits fixes et variables liés aux tonnages collectés ainsi que des forfaits de soutien à la communication ;
- Renforcement des mesures de lutte contre les vols et pillages des D3E en proposant de nouveaux dispositifs relatifs à l'installation et à la maintenance du système de vidéo-surveillance en déchèterie ;
- Possibilité de substitution de l'éco-organisme référent par cession du contrat entre les deux éco-organismes.

Pour information, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire perçoit actuellement environ 60 000 € par an de financement de la filière D3E. Ce nouveau contrat permettra une augmentation des soutiens versés d'environ 10 %.

Ainsi, la Convention de collecte séparée des D3E Version 2021 qui liait la Collectivité et OCAD3E est résiliée de plein droit au 30 juin 2022 à minuit, l'agrément d'OCAD3E pour la période en cours lors de la conclusion de cette convention étant arrivé à son échéance à cette date. Il y a toutefois lieu d'acter cette résiliation par un acte constatant la cessation de ladite convention.

Par ailleurs, un nouveau contrat doit être signé, pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2027, avec Ecosystem, en présence d'Ecologic qui s'engage ainsi à poursuivre l'exécution du contrat dès lors qu'il pourrait être désigné par OCAD3E comme nouvel éco-organisme référent.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu l'information donnée lors de la « Commission Gestion, valorisation des déchets et Économie circulaire » en date du 13 octobre 2022 ;

Vu le décret n°2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements ;

Vu la directive 2011/65/UE du 8 Juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques ;

Vu la directive n°2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques ;

Vu les articles L.541-10, L.541-10-2, R.541-102, R.541-104 et R.541-105 du Code de l'environnement ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

Vu la Décision n°2021-045 DB du Bureau communautaire du 25 mars 2021 portant renouvellement de la convention de collecte séparée des déchets d'Équipements Electriques et Electroniques ménagers ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2021 modifié portant agrément de la société Ecosystem en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques pour les équipements électriques et électroniques ménagers des catégories 1,2,4,5,6 et 8 mentionnées à l'article R.543-172 du code de l'environnement ;

Considérant que la gestion des D3E ménagers est de la responsabilité des metteurs sur le marché chargés de la prise en charge financière et opérationnelle de la filière ;

Considérant que, suite au changement d'agrément d'OCAD3E, il y a lieu de constater la cessation de la convention liant la collectivité à l'organisme OCAD3E au 30 juin 2022 ;

Considérant que, suite à cette cessation de convention entre la collectivité et OCAD3E, il y a lieu de demander un renouvellement de contrat pour organiser la prise en charge technique et financière des D3E ménagers collectés sur les déchèteries auprès de l'éco-organisme référent qui est Ecosystem ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** l'acte constatant la cessation de la convention des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ménagers avec OCAD3E Version 2021, à effet du 30 juin 2022 à minuit ;
- **D'APPROUVER** le contrat relatif à la prise en charge des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ménagers (D3E) collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation, qui prend effet rétroactivement au 1^{er} juillet 2022 jusqu'au 31 décembre 2027 ;
Ce contrat est signé par Ecosystem, l'éco-organisme référent, en présence d'Ecologic, qui s'engage ainsi à poursuivre l'exécution du contrat dès lors qu'il pourrait être désigné par OCAD3E comme nouvel éco-organisme référent ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer l'acte constatant la cessation de la convention des D3E ainsi que le contrat relatif à la prise en charge des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ménagers (D3E) et toutes les pièces s'y rapportant ou qui lui sont subséquentes ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 40

Contre :

Abstention :

Date d'affichage :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saurmur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saurmur



Jackie GOULET